A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N°220 - 1,50 € - Décembre 2010
Pour l'Emancipation Sociale !

Danser sur un volcan

Quel étrange pays que la France ! Il est capable de donner lieu à un mouvement social massif, à des centaines de manifestations de rue jusque dans les plus petites sous-préfectures, au blocage de toutes les raffineries de pétrole menaçant de paralyser l'économie, à la tenue d'assemblées interprofessionnelles élaborant des plates formes revendicatives radicales, le tout esquissant un début de grève générale. Et le dit mouvement ayant échoué face à la détermination du gouvernement et la mollesse complice des centrales syndicales, le voilà qui disparaît apparemment, aussi brusquement qu'il était apparu, pour laisser à nouveau toute sa place au spectacle de formations politiques qui se mettent déjà en ordre de bataille pour des élections qui n'auront pourtant lieu que dans plus d'un an.

La chose est compréhensible de la part de ces professionnels de la politique, qu'ils se revendiquent de la vraie droite ou de la fausse gauche, aux yeux desquels le mouvement social n'est qu'un usurpateur. Car ils sont intimement convaincus que la chose publique est leur monopole et que l'activité politique de tout un chacun doit se limiter à son rôle périodique d'électeur et, au mieux, de militant mobilisé le temps d'une campagne électorale. Mais pareille volte-face est plus étonnante et relève même d'un franc reniement de leurs principes affichés de la part de ceux qui, de LO au Front de Gauche en passant par le NPA, se posaient hier encore en fer de lance du mouvement social et poussaient à sa radicalisation. Car, qu'ils le veuillent ou non, en participant ainsi à la reconstitution et la réanimation de la scène politique après des semaines au cours desquelles elle avait été rejetée dans l'ombre et même désertée au profit des éclats du mouvement social, ils contribuent à renforcer l'oubli et le discrédit de ce dernier, consécutifs à sa défaite temporaire.

En fait, tous n'espèrent plus qu'une chose : la paix sociale étant revenue, que l'attention du peuple se concentre désormais sur le spectacle qu'ils s'apprêtent, une nouvelle fois, à interpréter. Déjà on les voit faire des tours de pistes sous le chapiteau du cirque électoral, chacun rodant son numéro. Mais tous oublient tout simplement que, pendant toute la durée de la représentation qui débute, la crise socio-économique du capitalisme va aller en s'aggravant, singulièrement en Europe, avec son cortège de spéculations sur les dettes publiques, de dissensions entre les gouvernements, de mesures d'austérité redoublée pour les salariés, de contraction de l'emploi, d'extension de la pauvreté et de la misère… et de nouvelles révoltes, plus amples et radicales que celles de la veille, et qui risquent bien de perturber leur spectacle et même abattre leur chapiteau. Entrez en scène, Mesdames et Messieurs ! Vous vous apprêtez tout simplement à danser au-dessus d'un volcan !

L'Autre Davos 2011

"Pour un autre monde, pour un autre système social"

***L'autre Davos 2011* se tiendra les 21-22-23 janvier 2011, en Suisse :**

- Dans l'Aula de l'Université à Bâle, Petersplatz 1, le vendredi.

- Au Centre de rencontres L'Esprit à Bâle, Laufenstrasse 44, les samedi et dimanche.

L'intitulé de «L'Autre Davos 2011» : *«Pour un autre monde. Pour un autre système social»* puise sa raison dans la dimension multiface de la crise du système capitaliste international. Il ne s'agit pas seulement d'un simple nouvel épisode des crises conjoncturelles du capitalisme qui ont éclaté depuis 1974- 1975 (en 1981-1982, en 1990-1991…)

Il ne s'agit pas seulement d'une «crise financière» qui s'inscrirait dans la foulée de celle de 1997-1998 (Asie et Russie), de la «bulle Internet» (2000), puis des «subprime» (2007) et des «mauvaises banques» (Lehman Brothers) et, enfin, «des dettes souveraines», celles de la Grèce (2009-2010), suivie par l'Irlande, le Portugal et l'Espagne. Avec des Etats et des populations qui seront mis sous tutelle.

Il ne s'agit pas seulement d'une mise en échec des «réponses» des classes dominantes face aux difficultés rencontrées pour valoriser le capital : 1° accentuer l'exploitation du travail et dans le même mouvement dégrader la santé des salarié·e·s ; 2° redistribuer massivement la richesse en faveur des «actionnaires» (éruption des inégalités sociales); 3° et stimuler diverses formes d'endettement privé et public afin de propulser un moteur économique exténué.

Il s'agit de tout cela… et de plus à la fois. Il s'agit d'une crise du mode de développement (capitaliste) à l'échelle mondiale. Donc d'une combinaison particulière où s'entrelacent les maillons d'une crise économique, sociale et de bouleversements climatiques. Ces derniers sont déjà payés, au comptant, par les populations les plus démunies du monde. Plus concrètement: les conditions de leur survie et de la reproduction de leur société sont minées (…)

Ces constats indiquent que les mobilisations sociales diverses – en Europe, en Amérique latine, en Chine – font face à des défis d'ampleur. Des réponses et ripostes, même élémentaires, ne peuvent plus être pensées sur le mode d'un simple prolongement des modalités des luttes passées du «mouvement ouvrier» des XIXe et XXe siècles. Ce d'autant plus que la social-démocratie a fait la preuve de son intégration complète au système dominant et au jeu de l'alternance «centre-gauche»/«centre-droit».

• Tout d'abord s'affirme l'urgence de mettre au centre des réflexions et propositions toutes les expériences d'auto-organisation des salarié·e·s. Ces dernières renvoient, par ailleurs, à l'intelligence exigée par le Capital du «travailleur collectif», dont les «compétences» et les «mérites» sont vantés par les départements de «ressources humaines».

• Ensuite, l'exigence est forte de dépasser le domaine étriqué du syndicalisme traditionnel, en développant des formes d'associations aptes à élaborer des ripostes collectives – «petites» ou «grandes» – face à une attaque décidée et répétée sur tous les terrains d'un capitalisme sénile. Ce qui débouche sur le nécessaire renouveau d'un internationalisme face non seulement à des firmes transnationales, mais face à des Etats qui, de fait, coordonnent leurs politiques d'austérité, tout en cherchant à faire valoir leurs «avantages comparatifs» dans la concurrence avec leurs frères ennemis.

• Enfin, doit être prise de front la question de la redistribution des revenus et de la richesse, ce qui doit déboucher sur la mise en question de l'appropriation privée des moyens de production et de reproduction de la société. Et cela en ayant pleinement conscience que le type de « croissance » du système capitaliste n'est autre qu'une forme de destruction des êtres humains et de l'écosphère placée sous un commandement ayant comme centre opérationnel les exigences du profit et de l'accumulation privée du capital.

L'Autre Davos 2011 se veut une initiative qui devienne une parcelle de multiples actions analogues qui – tout en prenant acte du creux dans lequel se trouvent les divers mouvements des salarié·e·s à l'échelle internationale – seront aptes à valoriser toutes les expériences révélant le caractère intelligemment subversif de luttes populaires, tel que le mouvement social, en France, l'a démontré.

Programme

La traduction simultanée sera assurée pour toutes les activités. Ne sont mentionnés que les intervenants autres qu'actifs en Suisse.

Vendredi 21 janvier, 19h45-22h45
Conférence-débat d'ouverture – Aula de l'Université de Bâle

«Partager des expériences de luttes et une intelligence de leur dynamique pour l'à-venir d'un autre système social ».

Orateurs : Willi Hajek, Allemagne, animateur de *LabourNet* Germany ; Alain Bihr, France, Université de Franche-Comté, animateur du mensuel *A Contre-Courant ;* Sotiris Martalis, Grèce, membre du Conseil général du syndicat de la fonction publique (ADEDY) ; Fatma Ramadan, Egypte, inspectrice du travail et coordonnatrice d'activités syndicales indépendantes ; Jane Slaughter, Etats-Unis, responsable du réseau et de la publication *Labor Notes ;* Angèlica Noemi Lagunas, Argentine, enseignante, membre de l'Association des travailleurs et travailleuses de l'éducation de Neuquen (ATEN) ; Valério Arcary, Brésil, professeur au Centro Federal de Educação Tecnológica de São Paulo et à l'Instituto Federal de São Paulo, responsable de Conlutas.

(Suite du programme)

Samedi 22 janvier, 9h-12h, ateliers (salles L'Esprit)

> Atelier 1. Le processus d'intégration des appareils syndicaux et le « syndicalisme officiel » face à l'offensive patronale et gouvernementale. Le cadre de l'émergence d'un « syndicalisme de lutte » d'un type nouveau ou partiellement nouveau (1).

Introduction par: Michel Husson, économiste, membre du conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic, France ; Daniel Albarracín Sánchez, conseiller économique auprès des commissions ouvrières (CC OO) d'Espagne ; Ricardo Antunes, sociologue, professeur à UNICAMP, conseiller du MST, Brésil ; José Bodas Lugo, secrétaire général de la Fédération unitaire des travailleurs du pétrole du Venezuela.

> **Atelier 2. Un syndicalisme de lutte dans les professions (ou positions dans les professions) quasi totalement ou fortement féminisées.** Introduction par : Rocío Varela Rodríguez, membre des CC OO, employée dans l'hôtellerie, Barcelone ; Lidia Cirillo, historienne et animatrice du mouvement féministe en Italie ; Angélica Noemi Lagunas, du mouvement des enseignants de Neuquen en Argentine ; Une représentant de SUD Nettoyage, France ; Roland Pfefferkorn, sociologue du travail, Université de Strasbourg, France.

Samedi 22 janvier, 13h30-18h, ateliers (salles L'Esprit)

> **Atelier 1bis. Suite du matin : Le processus d'intégration des appareils syndicaux et le « syndicalisme officiel » face à l'offensive patronale et gouvernementale. Le cadre de l'émergence d'un « syndicalisme de lutte » d'un type nouveau ou partiellement nouveau (2).** Introduction par Christian Mahieux, responsable de l'Union Syndicale Solidaires, France ; Matteo Beretta, membre de la Fiom, délégué des chantiers navals de Fincantieri, Italie ; Willi Hajek, animateur de LabourNet, Allemagne ; Dirceu Travesso, animateur de Conlutas, Brésil ; Ernesto Herrera, animateur du Collectif militant et responsable de Correspondencia de Prensa, Uruguay.

> **Atelier 3. Les Etats-Unis d'Obama et le mouvement syndical.** Introduction par : Jane Slaughter, responsable du réseau et de la publication *Labor Notes,* Etats-Unis ; Lee Sustar, membre de la rédaction de *Socialist Worker ;* Ahmed Shawki, responsable de la revue *International Socialist Review,* Etats-Unis.

> Atelier 4. La construction d'un syndicalisme indépendant où dominent encore les restants d'un syndicalisme gouvernemental et répressif à partir de deux exemples : l'Egypte (13h30-15h30) exposé par Fatma Ramadan, inspectrice du travail et coordinatrice d'activités syndicales indépendantes, Egypte ; et la Russie (16h-18h) exposé par Aleksey Etmanov, syndicaliste à la Ford Russie, Saint-Pétersbourg, un militant reconnu du nouveau mouvement syndical indépendant en Russie.

> **Atelier 5. Les grèves des immigré.e.s et des sans-papiers, un phénomène nouveau en Europe, et aussi dans les pays latino-américains (les Boliviens en Argentine dans la construction et le textile).** Introduction par : Pietro Basso, Université de Venise, responsable du Master Migrations et Mondialisation ; Mercedes Frias, animatrice des femmes noires dominicaines en Italie ; Un membre d'Union Syndicale Solidaires, France ; Anzoumane Sissoko, animateur de la coordination de travailleurs migrants, France.

Dimanche 23 janvier, 9h-12h, ateliers (salles L'Esprit)

> **Atelier 6. Les processus d'auto-organisation, même limités, à l'occasion de mobilisations et de luttes, et expériences d'occupations d'entreprises.** Introduction par un représentant de SUD Chimie Rafinerie Total à Dunkerque, France ; un représentant de la CGT de l'entreprise Continental Clairoix, France ; Gianni Frizzo, porte-parole des travailleuses et travailleurs des Ateliers Cargo-CFF à Bellinzone, Suisse ; un représentant de la Fiom, actif à Fiat Pomigliano, Italie ; Raúl Navas González, militant du secteur de la poste, membre de la CGT (« syndicalisme libertaire »), Espagne.

> **Atelier 7. La question de « la santé au travail » et de la mise en question des normes de travail imposées par la politique de mondialisation du capital (mise en concurrence) et les formes que cela prend (chaîne productive, flux tendu, sous-traitance).** Introduction par : Un membre de la commission nationale Santé et Travail de Solidaires, France ; Un représentant du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) de Peugeot Mulhouse, France ; Maurizio Portaluri de Medicina democratica, Italie.

> **Atelier 8. Face aux privatisations, quelle riposte ? Discussion sur la question des privatisations en cours dans les postes, chemins de fer, etc.** Introduction par : un représentant de SUD PTT, France ; un représentant de SUD Rail, France ; Michel Husson, économiste, membre du conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic, France ; Pino Sergi, membre du Comité de soutien de la grève des Ateliers Cargo-CFF à Bellinzone, Suisse.

> **Atelier 9. La jonction possible ou non d'une mobilisation des salarié.e.s et de la jeunesse étudiante.** Introduction par des membres du mouvement lycéen à Marseille et à Paris, France ; un membre de SUD Etudiants, France ; des étudiants irlandais, anglais, italiens (à confirmer).

Dimanche 23 janvier, 13h30-16h30 (salle L'Esprit)

Session de conclusion. Sur la base des discussions et débats dans les ateliers, quelques introductions synthétiques seront faites et le débat sera ouvert.

Informations et documents : www.otherdavos.net

Nous publions ci-dessous une analyse que nous a fait parvenir un lecteur.

Retour sur le mouvement d'octobre

On ne peut analyser la forme, le contenu et les conséquences du dernier mouvement social sans revenir sur le contexte. Un contexte économique et financier marqué par l'approfondissement de la crise du capital et des attaques portées contre le salariat. D'autres l'on fait et le feront mieux que moi. Il faut tout de même remarquer que les entreprises du CAC ont vu leur résultat augmenter de 86% au premier semestre 2010, soit la somme de 8,5 milliards. Un peu plus que l'équivalent du déficit de la sécurité sociale sur un semestre en en 2009. Mais ce contexte est aussi marqué par l'héritage d'un passé qui a modelé un nouveau salariat et ses réflexes d'action. Cela ne veut pas dire qu'il existerait je ne sais quel déterminisme historique . Mais cela signifie que les hommes font leur propre histoire dans des conditions qu'ils n'ont pas choisies comme le suggérait Marx. La table rase est une utopie funeste. Rien ne s'invente de rien. Le possible n'est pas ouvert à l'infini. Il s'inscrit dans un contexte historique et doit faire avec un héritage. Il y a des moments exceptionnels dans le développement de la lutte des classes et le mouvement que nous venons de vivre en est un. Ces moments exceptionnels peuvent fructifier et engendrer du neuf. Ils peuvent aussi péricliter et s'estomper de la mémoire collective. De ce point de vue, le mouvement social contre la réforme des retraites a engendré des formes d'actions inédites. Il a fait part d'une inventivité magnifique. Mais il s'est , en même temps, coulé tant bien que mal dans les formes d'action décidées par les directions syndicales. Et ces formes d'action ne pouvaient conduire qu'à l'échec. Les appareils bureaucratiques ont encore la force et la capacité d'endiguer la lutte des classes. Jusqu'à quand ?

Quel salariat ?

En France, à la veille de la crise, la précarité et le sous-emploi représentaient un peu plus de 18 % de l'emploi salarié, contre 6 % il y a vingt-cinq ans. Plus de quatre embauches sur cinq se font sur emplois précaires. Plus de 8 millions de personnes vivent en état de pauvreté. Soit près de 14 % de la population. Les 2/3 des situations de pauvreté concernent des personnes qui ont travaillé en continu pendant les douze mois précédents. En un quart de siècle, la France a perdu 2 millions d'emplois industriels. Aujourd'hui, ¾ des emplois sont dans le tertiaire. Les grandes concentrations ouvrières ont quasiment disparu. Le nouveau modèle d'organisation atomise les salariés. Nous avons à faire à une classe ouvrière émiettée , affaiblie par 30 ans d'offensive du capital. Offensive conduite autant par les gouvernements de droite que par la gauche institutionnelle. L'individualisme ambiant contribue largement à l'obscurcissement de la conscience de classe. La vague libérale détruit l'autonomie de la subjectivité critique construite par la modernité. En effet, le management contemporain, que ce soit dans le secteur public ou le secteur privé, organise une pression constante sur la masse des travailleurs (souffrance , stress permanent, dévalorisation de la personne, rejet d'une pensée autonome). L'école elle-même, à travers les réforme et les nouvelles formes de la pédagogie libérale (cf: les notions de projet, de compétence, d'évaluation) organise le formatage des esprits. Même les apprentissages fondamentaux (lecture, écriture, calcul) sont aujourd'hui menacés par les réformes successives.

La gauche traditionnelle a elle-même participé à ce processus d'acculturation. Elle en a souvent été à l'origine (cf: sa politique scolaire sous Allègre notamment). C'est le PS (avec la caution du PC) qui a dérégulé le mouvement des capitaux (Bérégovoy, Fabius). Jospin a plus privatisé que Balladur, etc. Bref, on ne va pas revenir en détail sur un bilan catastrophique largement connu. Mais n'oublions pas que les centrales ouvrières ont accompagné cette politique qu'elles n'ont contestée qu'à la marge. Le résultat est là : à peine un salarié sur dix aujourd'hui est syndiqué. Et ce désert syndical s'est accompagné d'un développement monstrueux de la bureaucratie syndicale. Bureaucratie devenue enfin un véritable « partenaire social » !

La CGT aujourd'hui.

Les chiffres de la CGT montre que le développement du nombre de permanents est inversement proportionnel au nombre de syndiqués. Son appareil directeur est totalement intégré aux institutions étatiques (concertation, diagnostic partagé, commissions diverses, COR, etc.) et dans les structures européennes comme la CES. CES qui n'est qu'une projection bureaucratique des institutions de Bruxelles. JC Le Duigou (inspecteur du trésor retraité), bras droit de Bernard Thibault, siège au CA de «Confrontation Europe» , think tank patronal, en compagnie de Francis Maire, Jean Gandois, Jean Peyrelevade, Franck Riboud, etc. Il est également membre du cercle « Le Siècle », club réunissant le gratin de l'oligarchie: hauts fonctionnaires, chefs d'entreprises, ministres et anciens ministres de droite et de gauche, patrons de presse, syndicalistes, etc. Sarkozy, DSK, Jospin et Martine Aubry en sont membres. Bref, incarnation de la nouvelle « gouvernance », le Siècle constitue l'un des centres d'élaboration politique de la classe dominante. Dans les textes et orientations du 49 è congrès de la CGT les mots: lutte

des classes, exploitation ont été gommés. L'essentiel de l'activité syndicale est dans la négociation et la loi sur la représentativité est considérée comme une excellente chose. L'appareil syndical est devenu à lui-même sa propre fin. Il est devenu facteur d'ordre social. Ce qui n'est d'ailleurs pas nouveau dans l'histoire. L'organisation syndicale est donc elle-même un enjeu de la lutte des classes. Un enjeu entre les salariés, la bureaucratie, le patronat et l'état. Par son influence et son histoire, la CGT est au centre des enjeux de la lutte des classes en France. La politique de Chérèque est, en réalité, autorisée par Thibault. L'une des grandes batailles à venir sera sans doute celle de la reconquête et de l'indépendance de la CGT.

La gauche institutionnelle et parlementaire ayant depuis longtemps abdiqué, les directions syndicales sont apparues comme les seuls pôles de résistance organisés face à la politique de Sarkozy. Elles y étaient contraintes si elles voulaient garder un minimum de crédibilité. **Elles ont dû chevaucher le mouvement tout en le conduisant dans une impasse.** Les dirigeants syndicaux avaient l'habitude de se concerter publiquement avec Sarkozy. En 2009, Thibault s'est rendu officiellement 9 fois à l'Elysée. Il n'est jamais allé chez les Conti ! Les centrales ouvrières voulaient faire une simple **démonstration de force**. Démonstration codifiée et destinée à négocier. Démonstration, en définitive, destinée à protéger le gouvernement. Il n'en a rien été ! Les travailleurs se sont emparés des journées d'action et ont engagé **l'épreuve de force.**

Grève générale ou grève de masse ?

Le mouvement social contre la réforme des retraites ne relève pas d'une miraculeuse génération spontanée. Il s'inscrit dans la continuité des conflits de ces dernières années. En 2010, les salariés de Total à Dunkerque avait fait grève et viré leur patron aux cris de «On est chez nous ! » Les contis ont affronté leur multinationale et... la direction de la CGT. Ils ont pu arracher des indemnités sans précédent. En 2009, les salariés de Philips ont repris le contrôle de leur usine. Les mouvements de désobéissance civile de ces dernières années (à la poste, dans l'éducation, à EDF) ont forgé une nouvelle conscience citoyenne et ont contribué à la radicalisation.

Ce qui a marqué le mouvement c'est bien l'irruption des salariés du privé quelles que soient les formes de participation au mouvement (débrayages, grèves de 24 h, blocages des ports et des raffineries, occupation des rond-points). Un secteur privé où le taux de syndicalisation est très faible. Cette participation du privé a entraîné la participation massive des couches populaires (cf: composition des manifs). Paradoxalement, les salariés du secteur public se sont moins engagés dans le mouvement (cf: équipement, poste, enseignement). A noter que les personnels de l'éducation nationale continuent de payer la défaite de 2003.

Là aussi, paradoxalement, **les salariés se sont engagés dans le mouvement sans illusion**. Ils savaient que Sarko ne céderait pas. Intuitivement, ils sentaient que la bataille qui s'annonçait était une bataille gigantesque (le prolétariat contre l'oligarchie dominante) et qu'ils n'avaient pas les armes de la victoire. **Il n'est donc pas pertinent de dissocier le revendicatif du politique**, la lutte quotidienne de la révolution sociale. Ceux qui sont entrés en mouvement savaient bien que le conflit dépassait largement la question des retraites et que la question du système de société était posé. La question du pouvoir lui-même : qui doit décider ? Ceux qui produisent les richesses ou les parasites qui vivent sur le dos du peuple ? Sauf que cette conscience ne s'est pas concrétisée sous une forme organisationnelle. Il n'y a eu ni coordinations, ni comités de grève élus, ni esquisse d'un double pouvoir. Même si le blocage des ports et des raffineries ont fait trembler un instant le pouvoir. On peut constater là qu'une mémoire s'est perdue. Non seulement la vague libérale a fait son œuvre; mais les organisations syndicales elles-mêmes n'ont pas voulu renouer avec cette mémoire.

La grève générale constitue le mot d'ordre du syndicalisme révolutionnaire à la charnière des 19ième et 20ième siècle. Elle est symbole et moyen d'émancipation sociale. Lors du mouvement social, des milliers de manifestants ont repris ce mot d'ordre. S'adressaient-ils aux directions syndicales ? Ou s'agissait-il d'un discours incantatoire auto-persuasif ? Sans doute un peu des deux. En 1905, Rosa Luxembourg discutait du mythe anarchiste de la grève générale. Elle considérait que la grève générale occultait la question du pouvoir mais, surtout, qu'elle dissociait la lutte économique et l'action politique. La grève générale relève d'une illusion qui consiste à croire que le régime (l'absolutisme en Russie à l'époque) puisse être abattu d'un seul coup. Au contraire, Rosa Luxembourg insiste sur l'impossibilité de dissocier l'économique du politique : *«Le mouvement dans son ensemble ne s'oriente pas uniquement dans le sens d'un passage de l'économique au politique, mais aussi dans le sens inverse (...) Chaque nouvel élan et chaque nouvelle victoire de la lutte politique donnent une impulsion puissante à la lutte économique»*. La grève de masse n'est pas déclenchée par un état-major clandestin. Mais elle est un processus multiforme qui se développe sur la durée : *«Mille conflits économiques partiels, mille incidents fortuits convergèrent, confluant en un océan puissant»*. Bref, nous étions bien en présence d'une grève de masse. Avec ses avancées, ses reculs et ses hésitations. Et cette grève de masse contre les retraites était un phénomène mouvant à la fois revendicatif et politique. La notion de grève reconductible apparaissait comme une façon d'étendre le mouvement, de tenir sur la durée et, surtout, de favoriser l'auto-organisation. Mais les limites de la grève reconductible sont vites apparues : minoration du mouvement, effilochage. Par exemple, dans certains secteurs comme l'éducation nationale la grève reconductible touchait épisodiquement 10 à 15 % des personnels. Et surtout, la grève reconductible risquait de faire obstacle à la grève de masse généralisée en isolant les différents secteurs et en décourageant les personnels. Il faut rappeler qu'en

1936 et 1968 jamais le mot d'ordre de grève générale n'a été lancé.

Échec ou défaite ?

On peut considérer que le conflit sur les retraites était encore de «basse intensité». Mai-juin 1968 c'était : 10 millions de grévistes, des ministères désertés et un pouvoir vacant. Mais les traces du mouvement d'octobre seront profondes et durables. Rien ne peut plus être comme avant. D'une part, des revendications partielles ont été localement arrachées au cours du mouvement (augmentation de salaires, transformations de CDD en CDI, annulation de plans de licenciements, etc.). D'autre part, il est clair pour tous qu'il faudra désormais en découdre. La lutte de classe a franchi une étape qualitative. La prochaine épreuve de force partira des formes d'action expérimentées en octobre 2010. La promulgation rapide et brutale de la réforme démontre la volonté du gouvernement d'aller au pas de charge. Le capitalisme s'enfonce dans la crise et durcit son offensive. Le rapport Attali conseille le gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2013, le transfert financier sur les malades d'une partie de la charge des affections de longue durée et un relèvement du taux de la TVA.

Alors doit-on évoquer une défaite puisque le mouvement n'a pas abouti ? Chacun a dans la tête l'affrontement entre Thatcher et les mineurs anglais. Affrontement et défaite qui marquent le début de l'offensive libérale en Europe. Il est évident que nous ne sommes pas (ou pas encore ?) dans cette configuration. Par contre, une succession d'échecs revendicatifs peut-elle se transformer et s'achever en défaite ? Je ne pense pas que nous en soyons là. On peut parler d'un échec cinglant, certes. **Mais les travailleurs français ont démontré leur capacité à résister et à mettre le gouvernement en danger.** Le régime est affaibli même s'il a décidé de frapper à coups redoublés. Et, surtout, le roi est nu. Son propre camp est déchiré. Il apparaît comme «le président des riches». Or, la bourgeoisie ne peut gouverner directement. Elle ne peut laisser étaler au grand jour le cynisme et les mécanismes de sa domination. Elle a besoin de paravents et de valets. Elle a besoin de ses lieutenants dans le mouvement ouvrier en particulier. Pour l'instant, nous sommes sur le fil du rasoir.

L'ampleur du mouvement nous a aussi cruellement révélé l'absence et la nécessité d'une organisation révolutionnaire. Organisation à la surface sociale suffisamment large et implantée dans les entreprises, pas un état-major clandestin qui aurait appuyé sur le bouton de la grève générale. Mais un parti qui par son enracinement aurait pu tracer une perspective de centralisation et aider à la construction de réelles formes d'auto-organisation.Autant le départ de Sarko et de sa clique exigé par des milliers de manifestants était une perspective naturelle et légitime, autant le mot d'ordre du départ de l'assemblée UMP était équivoque. Il se ramenait à supplier Sarko de dissoudre. D'une part, les manifestants savaient que tout le pouvoir se concentrait dans l'exécutif. D'autre part, cela ne revenait-il pas à ouvrir la porte à une assemblée PS, somme toute favorable à la réforme ? En l'absence d'organes de double-pouvoir, ne fallait-il pas appeler à une manifestation géante à l'Elysée ? Assiéger par millions le bunker présidentiel ? Réquisitionner les trains et donc bloquer le pays ? Mais cela ouvrait la perspective d'un affrontement et d'un bras de fer. Qui était prêt ? Surtout pas les directions syndicales ! Pourtant n'y avait-il pas une fenêtre où tout pouvait basculer ? Un moment privilégié. Quelques jours après le 12 octobre. Date à laquelle la grève s'étend. C'est aussi le moment où les lycéens entrent dans le mouvement. Le 28 octobre, il y avait encore des milliers de manifestants. Deux millions (chiffres CGT). Les raffineries, la chimie, les cheminots, les hôpitaux, les aéroports, les transports, les petites entreprises, les services municipaux étaient en grève. La loi avait été définitivement votée. Mais Thibault considérait qu'il ne fallait pas bloquer le pays ! Il déclare le 6 novembre: *«Il y a aujourd'hui unanimité syndicale, non pas pour remettre en cause la légitimité institutionnelle des représentants du peuple, mais pour considérer qu'ils ne peuvent pas légiférer en ignorant ce que dit justement le peuple»* !! ...»

«Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'histoire. Il faut certes que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience (…). Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin.(...) Le travail moléculaire de la conscience de la masse qui se poursuit actuellement ne s'arrête même pas une heure. (…)» (Léon Trotsky – 9 juillet 1936).

La spontanéité du mouvement a été marquée par son ampleur et par la nouveauté de ses formes d'action (blocages, AG-interpro). Par contre, elle a trouvé ses limites dans une confiance relative envers l'intersyndicale (qui n'a jamais exigé le retrait de la réforme) et dans l'absence de structures d'auto-organisation significatives. L'effet politique différé de ce mouvement se traduira dans l'échéance de 2012. Mais la situation ne peut pas se stabiliser. Nous pouvons nous diriger vers un «Mai rampant». Et nous savons que, dans les années 1970, la Mais rampant italien a très mal tourné. Le pire peut sortir des urnes en 2012. L'élection présidentielle constitue un cadre pourri et totalement anti-démocratique (personnalisation outrancière, bataille des egos, mise au pas des médias, etc.).

Alors ? Il est vrai qu'un spectre hante le pouvoir. **Le spectre de Mai 68.** Les manifestants l'ont compris à leur manière. Mais le prochain «Mai 68» sera d'une toute autre ampleur. Et cela, les manifestants l'ont aussi compris. Après le grand recul des années 1980, on assiste à un retour de la conscience anti-capitaliste et des valeurs de justice et de solidarité. *«Le travail moléculaire de la conscience de la masse»* va faire son oeuvre. Mais il n'y a pas encore une

dynamique politique sérieuse et crédible. Et l'alternative ne peut magiquement surgir des luttes. Une politique révolutionnaire ne peut se contenter d'exprimer le mouvement social. Toute l'expérience historique le démontre. Pourtant, il y a maintenant urgence. Alors ?...

Claude Luchetta (13/11/2010)

Toujours sur le mouvement social de cet automne, vous trouverez ci-dessous une contribution d'un membre de notre équipe. D'autres contributions vont suivre sur le même sujet dans nos prochains numéros.

Qui veut véritablement l'affrontement de classes ?

Face à l'échec de l'exceptionnel mouvement de mobilisation populaire qu'a connu le pays contre la contre-réforme des retraites, des «bilans» ont tenté d'en analyser les causes et les leçons qui peuvent en être tirées[1]. Il me semble pourtant, et c'est l'objet de cette contribution, que l'on n'est pas sorti (encore) des incantations sans prise sur le réel. Aux stratégies[2] du pouvoir de l'oligarchie capitaliste, à celles des confédérations syndicales, on oppose des condamnations symboliques qui, par elles-mêmes, ne peuvent modifier le rapport de forces. Il en est ainsi tout particulièrement s'agissant des directions syndicales. Soit l'on est, pour ce qui concerne la «gauche dite radicale» dans la surenchère syndicale avec le mot d'ordre inapproprié de grève générale, sans se préoccuper de savoir si l'état d'esprit des masses est prêt à l'entendre comme une nécessité, soit dans la condamnation de traîtres et de collabos qui dévoient le mouvement, sans examiner les raisons de leur «légitimité sociale» qui persiste auprès des masses. L'affrontement de classes, résolu, capable de faire plier le pouvoir passe par la récusation de ces deux prétendues légitimités, celle des institutions et de leur crise et celle des orientations imposées par les directions syndicales. Avant d'examiner les stratégies à l'œuvre lors de la séquence que nous venons de vivre, il y a lieu d'évacuer, à mon sens, un point de vue de raccourci simpliste à propos de la bureaucratie syndicale.

A propos de la bureaucratie syndicale et de sa crise prochaine

«Traîtres», «collabos», ce sont là des impertinences sans pertinence, surtout lorsque ces condamnations sont prononcées sans même qu'existe un début de confrontation de syndiqués et non syndiqués avec «leurs» dirigeants. D'ailleurs, **on ne peut trahir** que ce à quoi on a préalablement adhéré et que l'on renierait. Mis à part SUD dans une certaine mesure, les directions syndicales sont partie prenante d'un système hégémonique des classes dirigeantes d'avant la crise. Elles se heurtent depuis de nombreuses années au retournement provoqué par la mondialisation financière tout en conservant les mêmes réflexes d'appel à la négociation. Face à la légitimité politique des gouvernements qu'elles ne contestent pas, elles revendiquent le bien fondé de leur légitimité sociale. **Elles n'adhèrent qu'à l'esprit de dialogue, de conciliation sociale** inspiré par le «régime», ou ce qu'il en reste, issu des 30 Glorieuses. Face au pouvoir, elles ont encore une capacité de nuisance corsetée par la fonction qui leur est assignée, celle de partenaires sociaux responsables avec lesquels des compromis s'avèreraient encore possibles. Leur force réside non seulement dans leurs moyens mais aussi dans leur capacité à produire des mobilisations importantes pour continuer de s'imposer. **Leur être social** c'est à la fois d'être **incontournable pour le pouvoir et pour les travailleurs**. Quant aux **moyens**, c'est pour l'essentiel **l'Etat bourgeois** qui les leur procure. **Elles sont** d'ailleurs une **partie prenante**, **subordonnée, de cet appareil** jusque dans ses prolongements européens. Leur office n'est pas de radicaliser la lutte des classes, de faire perdre la face au pouvoir mais celui de tempérer, «civiliser», autrement dit d'assujettir les rapports sociaux à la classe dominante, quitte à pouvoir lui arracher des concessions. Dans la conjoncture actuelle, elles ne peuvent être que des collaborateurs réticents à l'ordre social imposé, leur survie en dépend. Elles traduisent donc, quoique de manière déformée, les aspirations revendicatives des travailleurs à qui elles imposent une vision de l'évolution de la société dans laquelle, sans heurts trop profonds, le progrès social serait toujours possible par la force des seuls arguments ou expertises qu'elles produisent. Et dans une certaine mesure, enfermées dans cette idéologie de dialogue social, elles ne peuvent concevoir d'autres issues que celles qu'elles promeuvent. Reste que la crise, la rapacité de la classe dominante, les contraintes exercées par les conglomérats financiers afin que les Etats imposent des régressions démesurées aux salariés pour qu'ils remboursent les dettes contractées, réduisent considérablement leurs marges de manœuvres, effritent leur légitimité sociale, la confinant à gérer des reculs inadmissibles tout en tentant de démontrer leur représentativité auprès des travailleurs. Les rituelles manifestations-journées d'inaction qui ne s'attaquent pas réellement à l'économie capitaliste n'ont pas d'autre but. Mais l'exercice devient de plus en plus difficile tant les crispations, le mécontentement dans tous les secteurs, la dynamique de mobilisation deviennent difficiles à contenir dans des bornes contrôlables. Mais cette fois-ci encore l'affrontement de classes a été évité même si l'amertume laisse craindre (pour le pouvoir) d'autres explosions. Pour tenter d'en cerner les raisons un retour en arrière sur les stratégies suivies par les différents acteurs s'impose.

La stratégie sarkozienne, ses bévues et ses comparses

Toute l'attitude de Sarko, en début de mandat, tend à prouver qu'il était convaincu de pouvoir abuser le peuple tout en s'affichant, sans complexe comme le Président des riches. Débaucher les personnalités de la «gauche» libérale, avides de conquêtes de places prestigieuses, séduire, cajoler les dirigeants syndicaux en les recevant avec force médiatisation en son palais de l'Elysée comme pour justifier leur importance et mieux les circonvenir, ces ouvertures en trompe l'œil face au PS tétanisé et divisé avaient au moins comme avantage de consolider l'hégémonie de l'oligarchie régnante.

Mais, une fois la crise venue du cœur du système états-unien, la comédie du dialogue social, déjà bien compromise, n'était plus de mise. Il fallait rassurer les marchés, leur prouver que quoi qu'il arrive l'Etat français honorerait ses dettes. La contre-réforme des retraites et plus généralement les déficits sociaux furent en quelque sorte le hochet brandi pour rassurer les créanciers. Le gouvernement ne cèdera pas, il n'y aura pas, ne serait-ce qu'à la marge, de compromis acceptable par l'autre partie, ces directions syndicales, ces experts d'Attac qui tentaient de prouver qu'une autre réforme était possible sans toujours en contester la fallacieuse raison, à savoir le déséquilibre démographique.

La bataille se joua d'abord **sur le terrain idéologique** en tentant de jouer l'opinion contre les appareils syndicaux : la «réforme» est juste, inévitable, tous les pays y recourent, c'est sagesse d'y consentir. Les godillots, les médias furent mobilisés mais rien n'y fit. La question des retraites n'était que la mèche d'un puissant détonateur de ras-le-bol de ce gouvernement qui acculait les classes populaires à la précarité, au chômage, à la baisse du pouvoir d'achat.

Face à ce mécontentement discréditant le clan sarkozyste, furent mises en œuvre les «bonnes» vieilles **recettes de diversion**. Après l'identité nationale tonnant contre la belle France pervertie, ce fut la chasse aux Roms indésirables et aux arabes en surnombre dès qu'ils dépassent le nombre de 3 en compagnie d'Hortefeux ! Le retour de flamme antiraciste et de bienveillance catholique enterra définitivement (!) cette manigance de bas étage.

L'amplification des manifestations inquiétait, il fallait (se) rassurer, laisser penser que ce n'était qu'un mouvement d'humeur passager, que la raison capitaliste l'emporterait ainsi que la résignation pacifiée. Et ce fut **la dérisoire bataille des chiffres** et les affirmations sans crédibilité que tous-comptes-faits, le mouvement allait progressivement en s'essoufflant. Peine perdue. Avec les grèves, les blocages tout particulièrement ceux des raffineries et des ports, l'affaire prenait une autre dimension et l'entrée de la jeunesse lycéenne dans le mouvement n'arrangeait rien. Alors nous entendîmes les trémolos

propagandistes : il fallait protéger la jeunesse contre elle-même. Dans un premier temps ce fut risible à souhait vis-à-vis d'un président qui avait fait l'éloge des risques mortels pris par Guy Moquet. Furent interviewés des parents affolés, des professeurs de morale leur assignant le rôle de protecteurs face aux prétendues manipulations dont ils étaient l'objet soumis. D'ailleurs les retraites ce n'était pas leur affaire, eux condamnés à la précarité admise…

Sarko avait choisi l'**affrontement**, il était prêt … mais dans des conditions qu'il n'avait pas prévues. Et ce fut l'emploi des grands moyens sans d'ailleurs qu'il ne fut besoin d'en utiliser toute la panoplie. D'abord la **souricière lyonnaise** sur la place Bellecour quadrillée de robocops, les coups de matraque et les arrestations massives, les provocations policières avec badges CGT et capuches de banlieues. Il s'agissait **d'effrayer les moins endurcis** tout en s'efforçant de ne pas provoquer une bavure irréparable mettant le feu aux poudres. Plus fondamentalement, le pouvoir s'efforça d'empêcher la jonction entre les mouvements lycéens et salariés. Ensuite, s'attaquer à la pointe avancée de la lutte : les salariés des raffineries et des ports qui étaient en mesure de bloquer l'économie. Et ce furent les **réquisitions,** l'envoi de **gendarmes mobiles** sur les piquets de grève, l'encadrement policier des convois d'essence, le recours aux livraisons massives de pétrole raffiné. Borloo fut appelé à la rescousse pour tenter de faire accroire qu'il y avait toujours un gouvernement paisible qui avait les choses en main, alors même que celui-ci tremblait de rage devant un mouvement qui n'en finissait pas. Le patronat mit la main à la pâte, céda sur quelques revendications mineures, promit qu'il n'y aurait pas de sanctions contre les grévistes, voire jurant (comme en Alsace) que les délocalisations n'étaient pas à l'ordre du jour. Il fallait **éviter l'affrontement de classe**, la mise en cause du système politique. Et c'est précisément sur ce terrain de la légitimité, déjà plus que douteuse, que s'accordèrent de fait ceux qui sur le devant de la scène se disputaient. Pour les directions syndicales la légitimité sociale confortée par les sondages leur suffisait, pour les partis institutionnalisés, la légalité devait l'emporter. On s'empressa donc de faire voter la loi pour clore ce pénible épisode à rebondissements. Entre temps cette option de brutalité et les risques sociaux à venir qu'il comporte ne firent guère l'unanimité au sommet de l'Etat : la droite en ressort divisée, discréditée. Pour preuves : les cris d'orfraie le 21 novembre de Raffarin qui dans *le Monde* s'alarme : «*Il faut rompre avec la politique du gouvernement, il faut une rupture sociale …, (sinon attention) il peut arriver des choses désagréables avant 2012».* De même, les atermoiements de Sarko pour procéder à la nomination, maintes fois différée, de ce nouveau gouvernement de préparation des présidentielles de 2012. Le choix finalement opéré d'un Etat RPR de combat en dit long sur les desseins de la classe dirigeante. Face à la crise et à la défense des intérêts de l'oligarchie, ne rien céder, réprimer au besoin, ouvrir dans l'apaisement médiatique la séquence électorale pour que rien ne change.

Pour le PS qui a voté l'allongement de la durée de cotisation, bien qu'il soit divisé sur ses options de circonstances électorales, il va pouvoir désormais se consacrer à préparer la venue de son « sauveur ». Les médias orchestrent déjà la venue de la présidence DSK, l'homme qui déclara que *«cette réforme, il aurait fallu la faire depuis 20 ans»* (!). Le pacte DSK-Aubry-Royal (bien fragile) malgré quelques cafouillages d'ambitions prématurées nous vaudra bien la mise en scène de quelques figurants à la mascarade des primaires. Encore que … le mouvement va laisser les traces indélébiles qui pourraient bien ranger tous ces prétendants au rôle de futilités … Et que faire de tous ces militants qui croient encore que le PS peut prôner sans conséquences «l'égalité réelle» que refusent les pragmatiques qui s'apprêtent à gouverner à la manière de Zapatero ? Dissensions, colmatages, nouvelles dissensions … l'avenir des socio-libéraux n'est pas rose.

Quant aux Mélenchonistes, alors même que le mouvement de désaveu de la contre-réforme était de plus en plus combatif, ils recommandaient de passer du terrain de la lutte à celui d'un référendum, entretenant l'illusion que Sarko devait, dans … sa grande mansuétude … y procéder face aux milliers de signatures recueillies. Peu importait, en fait, que juridiquement cela n'était point possible puisqu'aucun décret d'application ne le permettait, l'important c'était la rose fanée de la «Gauche plus rien» à revigorer dans l'espoir de la cueillir aux présidentielles prochaines au profit du leader contesté (par le PC) du Front de Gauche. Mise à part la médiatisation de Mélenchon, cette manœuvre est déjà tombée dans l'oubli.

La stratégie des directions syndicales

Le dialogue social c'est leur tasse de thé, les en priver c'est les obliger à démontrer leur représentativité syndicale et de **recourir comme une nécessité à l'appel à manifester**, sinon leur raison d'être serait mise en péril. C'était là le calcul de Sarko tablant sur la résignation des salariés. Face à cette exclusion institutionnelle, les confédérations ont répondu par la mise en place souple d'une intersyndicale. Les divergences ont été gommées, la concurrence mise provisoirement au rencart, il fallait faire face dans un «syndicalisme rassemblé» pour défendre la légitimité de la bureaucratie syndicale. Dans ce cadre défensif, il ne pouvait être question d'exiger le retrait du projet de contre-réforme, encore moins de demander l'abrogation de la loi une fois votée mais de négocier une autre réforme. Autrement dit de réclamer une mise en scène d'un compromis boiteux. L'agenda des manifestations-protestations n'avait pas d'autre enjeu que celui de se calquer sur le calendrier législatif afin de démontrer que la **légitimité sociale** des appareils syndicaux s'opposait à celle du politique et qu'un modus vivendi pouvait être trouvé pour autant que le gouvernement interpellé y consente. Mais rien ne le laissait supposer, il fallait donc **gagner la bataille de l'opinion**. Elle le fut aisément tant le pays ne supporte plus les injustices sociales dont il est victime, tant les mensonges élyséens, les frasques et les affaires dans lesquelles s'embourbaient Tsarko et son entourage défrayaient la chronique.

Et ce fut là, divine surprise pour tous ceux qui se rassemblèrent, de se retrouver si nombreux pour dire à ceux qui nous gouvernent que «de cette société là on n'en veut pas». Mais il s'agissait en fait d'une fronde bon enfant mais irrévérencieuse, flétrissant ce pouvoir autiste. Et à chaque fois qu'elle se décidait à appeler à une nouvelle journée de manifestation, l'intersyndicale se trouvait surprise tant pour maintenir cette unité d'appareil que pour prévoir la suite d'un mouvement qui ne s'épuisait pas, pire, qui se durcissait. Alors, sous la pression notamment de SUD et de bases militantes, les **confédérations approuvèrent sans les impulser** les initiatives de blocages, de coordination et les appels à la grève reconductible. L'apparence démocratique était sauve, et ce, d'autant plus facilement que des secteurs entiers de salariés hésitaient à rentrer dans un mouvement gréviste d'ampleur. En tout état de cause pour les légitimistes, il s'agissait avant toute chose **d'éviter la politisation du mouvement**, de refuser de se saisir de l'affaire Woerth-Bettencourt ... Les démonstrations de masse étaient conçues comme un appui aux futurs négociateurs qui se devaient de conserver le contrôle de leurs équipes militantes.

Cette ligne devint de plus en plus difficile à tenir **sans pour autant être remise en cause** malgré les AG interpro, les initiatives de blocages et surtout l'extension de grèves dures dans les raffineries et dans les ports. L'unité syndicale, son apparente détermination, empêchaient l'émergence

de contradictions, la surenchère activiste à la base faisait le reste.

La tentative de FO de faire cavalier seul, en se situant en dehors de l'intersyndicale, en appelant à une journée de grève générale, prouve s'il en est besoin que l'état d'esprit des salariés n'était pas à la contestation/débordement de la stratégie du «syndicalisme rassemblé». D'ailleurs, Mailly et les autres dirigeants n'appelaient à soutenir ni les dockers, ni les raffineurs pour bloquer l'économie et faire céder Sarko. Il ne s'agissait, pour eux, que de tenter de s'imposer face au couple CGT-CFDT. Ce fut peine perdue.

D'une certaine manière, c'est le durcissement du pouvoir vis-à-vis de la pointe la plus avancée du mouvement en passe de bloquer l'économie qui sauva la mise aux confédérations. Thibault le déclarait : il ne voulait pas bloquer l'économie, le gouvernement était le seul responsable de la radicalisation du mouvement puisqu'il ne voulait pas entendre le seul interlocuteur social légitime, les syndicats. Pour sauver la face aux deux protagonistes, syndicats d'un côté et gouvernement et patronat de l'autre, dès que la loi fut votée, les raffineries débloquées, Parisot et Chérèque proposèrent de **changer de terrain** et d'ouvrir des discussions sur d'autres sujets. Cette fois, le mouvement, sans sa pointe avancée, allait s'émousser et pour sauver les apparences, une nouvelle journée d'action était décidée. On avait ainsi évité l'affrontement de classe à laquelle peu de militants ou d'organisations, même de la gauche radicale, n'avaient été véritablement préparés.

La Gauche de la Gauche, la Gauche radicale suivistes ?

Quoiqu'en disent certains, les directions syndicales de par l'attitude qu'elles ont adoptée, sortent provisoirement renforcées. Elles ont su capter la fronde anti-sarkozienne, tout en renforçant leur légitimité sociale. Les adhésions recueillies semblent conforter ce jugement, tout comme leur tactique d'unité rencontrant l'aspiration à manifester «tous ensemble». Leurs manœuvres, leurs dissensions ne sont pas apparues au grand jour d'autant plus que leur tactique ne fut pas véritablement contestée, sinon sous la forme d'une surenchère de ce qu'elles laissaient faire. Il en fut ainsi pour le mot d'ordre de **grève reconductible**, laissé **à l'initiative de la base**. Les minorités actives furent dans l'impossibilité de se coordonner malgré quelques tentatives d'interpro de base.

Quant à l'incantation de recourir à la grève générale, c'était prendre le moyen pour la fin, à savoir faire céder Sarko pour qu'il se soumette ou se démette. La politisation du mouvement, la gauche radicale semble s'être interdit d'y procéder sachant qu'elle se heurterait aux directions syndicales, voire aux militants syndicaux qui faisaient prévaloir l'unité des appareils. Or, tel était le dilemme : soit suivre le mouvement en se montrant comme les syndicalistes ou militants les plus déterminés dans l'activisme en espérant une sorte de reconnaissance, soit le politiser, et donc le cliver afin que la frange la plus combative se renforce et s'oppose à la stratégie des directions syndicales. La cible ne pouvait être que Sarko et son gouvernement et ce, comme une première étape d'une crise politique qui couvait. **Accroître les divisions de l'adversaire** eut été possible, la suite mouvementée de la constitution du nouveau gouvernement l'a montré. Mais dans la mesure même où nombre de militants radicaux n'entrevoient comme solution que celles proposées dans le cadre institutionnel imposé, ils ne peuvent que s'exclamer : mais par qui le remplacer ? comme s'il s'agissait là d'une question pertinente. Sarko à genoux, obligé de retirer son projet, et c'était une brèche ouverte dans l'amplification du mouvement, la preuve concrète que le mouvement social pouvait avoir des effets politiques faisant reculer le pouvoir et l'amenant à composer. Bien évi-

demment, tester une telle hypothèse c'était recourir à l'affrontement de classe qui n'était pas envisageable sans les raffineries et les docks suivis d'autres secteurs sensibles.

Dès lors, il était plus confortable pour les **«experts»** des comités de défense des retraites de **s'en tenir à la logique argumentative** : *«la contre-réforme est injuste, une autre réforme est possible»* et de se fondre dans l'action. D'autres, participant activement aux AG interpro, réduisirent leurs interventions et leur activisme aux initiatives de blocages. Elles n'étaient pas sans intérêt mais ne pouvaient, par elles-mêmes, modifier la nature du mouvement : celle d'une fronde populaire de grande ampleur, celle qui laissait les franges les plus déterminées isolées, proclamant en recourant à la grève «*ce n'est pas pour nous que nous nous battons mais pour la société toute entière*».

Plus fondamentalement, alors même qu'elles se réclament de l'unité de la classe ouvrière et de la lutte des classes, les organisations dites **d'extrême gauche** furent **incapables de s'unir** pour proposer une intervention conjointe dans le mouvement sur une base **de revendications sociales d'urgence** et au minimum à obtenir la **mise à bas de ce gouvernement anti-populaire**. Des comités d'action unitaire de ce type pouvaient voir le jour et rallier des antilibéraux, des syndicalistes et salariés les plus déterminés. Mais l'unité syndicale au sommet semblait un mur infranchissable, les divisions de la gauche radicale interdisant tout élan pour le contourner, confirmant en apparence le bien fondé des regroupements interpro comme un activisme sans perspectives politiques. Les critiques de la bureaucratie syndicale furent ténues, les admonestations contre le PS, tues. L'affrontement de classe sur les idées et les buts immédiats à atteindre fut comme différé au profit d'une unité de façade qu'avait su imposer l'intersyndicale au sommet. A décharge, le faible nombre de militants de l'extrême gauche, leur insuffisante implantation dans les milieux populaires, les illusions électorales comme seule issue pour développer la notoriété de leur organisation constituaient une entrave à leur efficacité, voire à leur propre utilité. En fait, l'avant-garde elle, était là où personne ne s'y attendait : dans les raffineries, les docks, les entreprises occupées. Et c'est peut-être la leçon essentielle à retenir de ce mouvement, la grève de masse avec occupation est **l'arme essentielle** de la lutte de classes et tous ceux qui en sont les partisans doivent soutenir, populariser, être partie prenante de ceux qui y recourent **pour éviter qu'ils ne soient isolés** puis vaincus. Les défaites ont toujours un goût amer. Il faudra s'en souvenir au vu de la faible participation du secteur public et des enseignants, après les reculs qu'ils ont subis malgré leurs mobilisations antérieures.

Il faut conclure sur une note optimiste : «*Le mouvement n'a pas gagné mais Sarko a perdu*», il est discrédité. Le gouvernement de combat constitué de la droite dure peut-il tenir alors que l'exemple français semble se propager au Royaume Uni, au Portugal, en Grèce … ? La séquence qui s'ouvre sera-t-elle celle de la lutte des classes ou celle d'un colmatage électoral auquel aspirent l'oligarchie capitaliste et ceux qui prétendent représenter ses intérêts ?

Gérard Deneux

PS : lire les articles de François Ruffin et Eric Dupin dans *le Monde Diplomatique* de décembre 2010 que je viens de découvrir après la rédaction de cet article. Ils constituent un utile complément-complexification de l'analyse produite ci-dessus.

1) Voir, notamment, les sites http://www.alencontre.org/ - http://ouvalacgt.over-blog.com/ - http://www.contretemps.eu/

2) La notion de stratégie, employée dans le cadre de cet article, ne doit pas être pensée comme une élaboration consciente, appliquée au fur et à mesure du développement du mouvement, mais plutôt comme le produit des relations dialectiques du mouvement lui-même avec les intérêts propres défendus par le pouvoir, les organisations syndicales et partidaires

La répression comme mode de gouvernance

Beaucoup a déjà été dit et écrit sur la question. Parfois même fortement appuyé, pour la bonne cause, bien sûr: la sécurité de tous, l'ordre public. Ainsi on a pu voir sur les écrans, lire dans la grande presse, lors de la manifestation contre la réforme des retraites à Lyon le 23 octobre, par exemple, les journaleux aux ordres et autres pisse-papier commenter les excès des hordes de casseurs, pourtant minoritaires dans la masse des étudiants, en même temps qu'ils faisaient peu de cas de la révélation de l'infiltration de flics parmi les manifestants. Bref, les informations fournies sur les pratiques répressives de plus en plus banalisées ne sont pas le fait des grands moyens commerciaux d'information, mais bien plutôt de ce qu'il est convenu d'appeler la presse alternative, à moyens et champ d'impacts limités. ACC se reconnaissant dans cette presse, il n'est alors pas inutile de revenir sur le sujet. Il est même nécessaire de le faire, quand bien même cette presse limitée subit à l'occasion les foudres d'un ministre de l'Intérieur. Je renvoie en note le cas du procès de Tours le 3 décembre intenté contre 4 militants locaux.

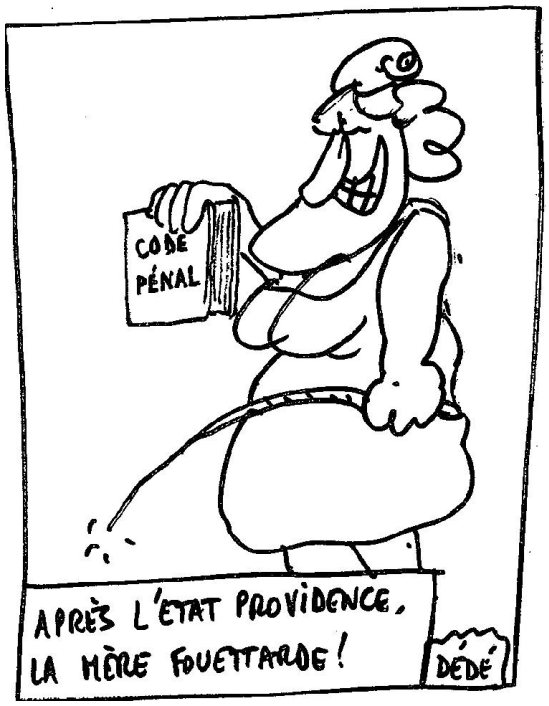
Nul besoin de s'appesantir sur les banlieues, les quartiers difficiles où le chômage des Jeunes peut atteindre 40% dans certains secteurs, où on ne sait ce que peut être une une qualité de vie, et dans lesquels une enquête vient de révéler l'existence d'une discrimination à l'emploi. Depuis les déclarations péremptoires et haineuses du «karchérisateur», largement, elles, médiatisées, il ne se passe pas un fait divers qui ne soit colporté dans les colonnes, sur les ondes ou à l'image. On ne jure que par la criminalité des «voyous», cette engeance qu'il faut éradiquer du corps social, fût-ce à coups de provocations: contrôles d'identité répétées, attitudes hautaines, voire méprisantes...

En fait il n'est pas un pan de l'activité politique et socio-économique qui échappe au regard de l'Etat et de ses sbires, au nom de l'intérêt supérieur de ce même Etat. *Big Brother is watching you.* Ah! L'intérêt supérieur de l'Etat ! Quelle tarte à la crème! Sous ce vocable, la loi LOPPSI 2 (2009-2013), sur la Sécurité Intérieure, y inclut: le terrorisme (ETA,AL QAIDA ou l'islamisme extrême), le secret défense, qui a une fâcheuse tendance à s'étendre à des domaines civils (au nucléaire par exemple), les mouvements sociaux (aussi bien les grèves que les blocages contrariant l'activité économique, des raffineries paralysant le pays, tout de même!..., les manifestations antinucléaires...). Entrez dans le corps de cette loi, vous serez écrasés par le poids de toutes les épées de Damoclès qui pendent au-dessus de vos têtes. Ce qui veut dire que ce qui est écrit ici ne peut qu'être partiel. Bref, tout acte, toute attitude, toute dénonciation de pratiques inavouables (cf. le feuilleton Woerth-Bettencourt) entrent dans le domaine de l'inacceptable et deviennent dès lors objets de surveillance, d'intimidation, de pression à peine masquée, et aboutissent de plus en plus à des poursuites judiciaires où il pleut des condamnations pour faire peur.

Cas de figure

Considérons quelques situations suffisamment explicites de ce qu'il faut bien nommer une dérive.

Lyon:19-23 octobre, manifestation comme dans toute la France, pour les retraites, mais contre la réforme imposée. Sous prétexte de neutraliser les « casseurs » - des jeunes forcément - les divers corps de fonctionnaires de l'ordre public ont procédé, sur la place Bellecourt, à une véritable stratégie militaire d'encerclement, d'enfermement de centaines de jeunes pour les couper du gros de la manifestation. Des témoignages directs ont fait état de gazage aux lacrymos répétés pendant des heures avec interdiction de sortir de la nasse, matraquages et interpellations. Le tout assorti de flics en civil infiltrés parmi les manifestants, pratique qui n'est certes pas toute neuve, mais qui, en la circonstance, curieusement, n'apparut qu'avec la septième journée: Hortefeux ne venait-il pas de dire que maintenant que la loi était adoptée, en substance, «il fallait que tout ça s'arrête». La démesure de la répression, notamment sa brutalité, ont indigné des dizaines de témoins qui n'ont pas hésité à diffuser leurs témoignages par internet.



Autre cas, cette fois dans le domaine du nucléaire. Le 5 novembre, un train spécial composé de onze castors (conteneurs de déchets hautement radioactifs) quittait Valognes (Normandie) pour se rendre à Gorleben (Allemagne) livrer ses déchets retraités à La Hague, afin d'y être entreposés. Bien que les autorités et le lobby AREVA, EDF & Co, n'aient en rien informé le public ni de l'itinéraire ni des horaires (secret d'Etat ?) de la ballade surcouvée (deux wagons de flics), même les maires des communes traversées ont été tenus à l'écart, les anti-nucléaires étaient bien au courant de l'un et des autres. Ainsi, aux alentours de Caen, sept militants du groupe GANVA (Groupe d'Action Non Violente Antinucléaire) se sont enchaînés aux rails, entraînant un retard du train de trois heures. Gendarmes et flics sont intervenus avec une brutalité inaccoutumée en de telles circonstances qui a provoqué des blessures sérieuses à trois opposants: deux tendons de la main coupés pour l'un, brûlures à la main nécessitant des greffes de peau pour les deux autres. Rapidement et succinctement soignés, ils se sont retrouvés en garde à vue pour 24 heures et devaient payer 16000 € de caution avant le 15 novembre sinon ils se retrouvaient incarcérés jusqu'à leur procès fixé au 8 décembre. Leur action était pourtant purement pacifique comme y enjoignent les statuts du groupe.

Troisième domaine: celui des écoutes téléphoniques illégales (les désormais célèbres «fadettes», celui des prélèvements d'ordinateurs, manière d'ausculter les disques durs pour en connaître le contenu, et autres «jamesbonderies»... Le limogeage d'un proche collaborateur d'Alliot-Marie, ancienne garde des Sceaux, soupçonné d'avoir refilé des tuyaux au «Canard Enchaîné» sur l'affaire Woerth-Bettencourt, la surveillance de certains journalistes d'investigation risquant de mettre en cause l'Exécutif lui-même soupçonné de superviser, selon le Canard, les «enquêtes» des agents de la DCRI (Direction

Centrale du Renseignement Intérieur) pour tenter d'éviter toute révélation inquiétante, n'ont eu pour réponse, gênée, du chef de l'Etat, toujours aussi droit sur ses talonnettes de toujours premier flic de France, qu'un «*En quoi cela me concerne -t-il ?*». Le pire, c'est que le modèle étatique semble inspirer des entreprises commerciales. Ainsi EDF n'a pas hésité à faire visiter, au début 2009, par deux de ses responsables Sécurité, l'ordinateur de Yannick JADOT, député européen des Verts, antinucléaire, et ceux de Stéphane LHOMME, ex porte-parole de «Sortir du Nucléaire» et de Frédéric-Karel CANOY, avocat des petits porteurs de Vivendi, ce qui lui a valu, toujours selon le Canard (10 novembre2010) d'être poursuivi pour «*complicité et recel d'intrusion frauduleuse dans un système informatique»*. Ce qui n'a pas empêché ladite EDF de répondre sarkozytiquement: *«cela ne nous concerne pas!»*, et bien entendu de nier les faits. Au train où cela va, on peut concevoir que toute organisation politique ou/et commerciale, toute autorité possédant du pouvoir, pourra impunément(?) donner libre cours à ses goûts pour l'espionite. La Sécurité d'Etat vaut bien de tels écarts, non ? Au diable la déontologie et la protection des sources d'information !

Enfin, on constate aujourd'hui que la machine à consommer emprunte à l'occasion des détours qui passent aussi par la répression. On l'a vu en octobre avec le procès intenté à diverses personnes, dont Stéphane HESSEL, pour avoir soutenu une campagne internationale (BDS: Boycott Désinvestissement Sanctions) de boycott des produits provenant des colonies israéliennes implantées sur le territoire palestinien. Elles sont poursuivies pour incitation au racisme. C'est au cours d'une rencontre avec le CRIF (organisme représentant les Israéliens de France) que la ministre de la Justice de l'époque Alliot-Marie a déclaré la guerre à cette campagne et enjoint les procureurs hexagonaux de sévir avec la plus grande fermeté: risque de 45000€ d'amende et 5 ans de prison selon la classification des poursuites. Pour cela il aura fallu à la ministre aller jusqu'à inventer un *«boycott de produits cashers»* que personne, parmi les acteurs de la campagne, n'ont jamais prôné. Tout cela paraîtrait presque cocasse face à la personnalité d'un homme comme Stéphane HESSEL: 93 ans, déporté, diplomate, co-rédacteur de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, ambassadeur et ...juif. En somme ce que le pouvoir politique reproche au vieil homme, ce sont simplement sa liberté de parole et ses engagements pour la justice, la

Les dix stratégies de manipulation de masses

Noam Chomsky a élaboré une liste des « Dix Stratégies de Manipulation » à travers les média. Nous la reproduisons ici. Elle détaille l'éventail, depuis la stratégie de la distraction, en passant par la stratégie de la dégradation jusqu'à maintenir le public dans l'ignorance et la médiocrité.

1/ La stratégie de la distraction

Élément primordial du contrôle social, la stratégie de la diversion consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un déluge continuel de distractions et d'informations insignifiantes. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles, dans les domaines de la science, de l'économie, de la psychologie, de la neurobiologie, et de la cybernétique.

2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions

Cette méthode est aussi appelée « problème-réaction-solution ». On crée d'abord un problème, une «situation» prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple: laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

3/ La stratégie de la dégradation

Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en «dégradé» , sur une durée de 10 ans. C'est de cette façon que des conditions socio-économiques radicalement nouvelles (néolibéralisme) ont été imposées durant les années 1980 à 1990. Chômage massif, précarité, flexibilité, délocalisations, salaires n'assurant plus un revenu décent, autant de changements qui auraient provoqué une révolution s'ils avaient été appliqués brutalement.

4/ La stratégie du différé

Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme «douloureuse mais nécessaire», en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur. Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite. Ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que «tout ira mieux demain» et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu.

5/ S'adresser au public comme à des enfants en bas-âge

La plupart des publicités destinées au grand-public utilisent un discours, des arguments, des personnages, et un ton particulièrement infantilisants, souvent proche du débilitant, comme si le spectateur était un enfant en bas-âge ou un handicapé mental. Plus on cherchera à tromper le spectateur, plus on adoptera un ton infantilisant.

6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion

Faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements...

7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise

Faire en sorte que le public soit incapable de comprendre les technologies et les méthodes utilisées pour son contrôle et son esclavage. *«La qualité de l'éducation donnée aux classes inférieures doit être la plus pauvre, de telle sorte que le fossé de l'ignorance qui isole les classes inférieures des classes supérieures soit et demeure incompréhensible par les classes inférieures»*. Extrait de ***«Armes silencieuses pour guerres tranquilles»***

8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité

Encourager le public à trouver «cool» le fait d'être bête, vulgaire, et inculte...

9/ Remplacer la révolte par la culpabilité

Faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu s'auto-dévalue et culpabilise, ce qui engendre un état dépressif dont l'un des effets est l'inhibition de l'action. Et sans action, pas de révolution!...

10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes

Un fossé croissant s'est creusé entre les connaissances du public et celles détenues et utilisées par les élites dirigeantes. Grâce à la biologie, la neurobiologie, et la psychologie appliquée, le «système» est parvenu à une connaissance avancée de l'être humain et détient un plus grand contrôle et un plus grand pouvoir sur les individus que les individus eux-mêmes.

vraie, comme d'ailleurs aux autres poursuivis. A ce sujet, S.HESSEL, lors d'une récente émission télévisée, a annoncé la création d'un «tribunal Russel 2» pour la Palestine, de même que la publication d'un petit ouvrage traitant de ses engagements humanistes. A suivre donc.

Une stratégie du choc ?

Ces quelques exemples pris dans des domaines différents procèdent donc de la volonté d'étouffer dans l'oeuf toute velléité d'opposition, de contestation ou tout bonnement l'expression de ses propres valeurs quand elles gênent. Et lorsque des éléments précis sont à même de mettre en porte-à-faux la caste dirigeante: la bourgeoisie financière, compradore et ses relais politiques, ou bien celle-ci se contente d'un dédaigneux no comment («ça ne nous concerne pas»), ou bien, c'est le cas avec la déclaration de Charles Millon, ancien ministre de la Défense de Chirac, qui a affirmé l'existence de commissions et rétro-commissions dans l'affaire de Karachi, on affirme qu'on va être «transparent» comme vient de le déclarer le Tsarko des riches, bien gêné dans cette affaire, qui a promis de fournir à la justice toutes les pièces qu'elle solliciterait.

Ainsi, à la répression on peut adjoindre le mépris, la dénégation, ou encore le travestissement de la vérité. Illustration: au moment du passage du train de la mort en Allemagne, allant à Gorleben, il est avéré que des policiers français, après avoir franchi la frontière, étaient venu montrer à leur collègues allemands leur capacité à manier le tonfa. Après un premier démenti du côté français, les déclarations faites par les autorités policières allemandes ont contraint celles de France à dire qu'il existait un accord de coopération entre les deux pays. Ce à quoi des responsables allemands ont répondu que si un tel accord existait, il ne pouvait en aucune manière autoriser des flics français à être actifs dans les tabassages. Quand on observe les attitudes, les mimiques (elles sont parfois d'un comique !), les déclarations, (on n'hésite pas à dire aujourd'hui le contraire de ce qu'on a exprimé la veille), les fausses indignations et certitudes... il faut bien admettre que tout cela relève de stratégies élaborées, par la caste des nantis cela va sans dire. C'est ce qu'affirme, en plus étendu, le linguiste états-unien Noam CHOMSKY quand il résume dans un condensé: ***«Dix stratégies de Manipulation les de masse»***, ses analyses contenues dans un de ses derniers livres «***Armes silencieuses pour guerres tranquilles».*** (Voir page précédente)

On l'aura compris : il s'agit de museler, d'étouffer toute différence, tout dissensus néfaste à un consensus que la minorité des nantis voudrait imposer à la majorité des exploités que cette caste voue de plus en plus ouvertement à la difficulté de vivre, à la survie même pour certains, au stress. Alors RESISTANCE !

Le 23 – 11 – 10 **J.F.**

Note : C'est l'info du jour. Hortefeux a porté plainte contre deux militants de la structure «Soif d'Utopies», et deux de «RESF 37» pour avoir publié en février 2010 un communiqué de presse dans lequel ils exprimaient leurs craintes de voir le fichier de l'Education Nationale «Base-Elèves» utilisé à des fins policières, avec le risque de porter préjudice à certaines minorités. Et là: deux poids, deux mesures. Quand JL Mélenchon a déclaré que des policiers pouvaient être impliqués dans certaines violences dans les manifestations, le courageux ministre n'a pas donné suite aux demandes des syndicats de police de le poursuivre. C'eut été faire de la publicité d'Etat à un adversaire politique. Que vous soyez manant ou notable...

Le procès - politique donc - a lieu à Tours le 3 décembre. La défense s'annonce solide.

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas.

Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 201 (décembre2010) d' ***"Alternative Libertaire"***. En kiosque, cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi est disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à ***"Alternative libertaire"*** BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Réseau antisocial

Facebook, réseau social ? Ou plutôt Big Brother à portée de main de tous les pouvoirs…

On a récemment vu, dans le cadre du mouvement social de l'automne 2010, des chefs d'établissements aller surfer sur le web pour identifier, sur leur page personnelle, des lycéennes et des lycéens fauteurs de « blocages » et les sanctionner après sur la base de ces « preuves ».

Ils n'ont en cela fait qu'importer des méthodes de flicage couramment usitées dans le monde fabuleux de l'entreprise.

Car la merveille des merveilles de l'amitié virtuelle aura conduit trois salariés droit devant le conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt en novembre dernier. Dénoncés à leur patron par un collègue (mais néanmoins « ami »), ils ont été licenciés parce qu'ils avaient osé dire du mal de leur hiérarchie sur la page personnelle de l'un d'entre eux.

Et le conseil de prud'hommes a donné raison au patron ! C'est que le ou la salariée a une « obligation de loyauté » envers son entreprise. Et lorsqu'on n'est pas « loyal » avec ses chefs on « abuse » de sa liberté d'expression, dixit ce jugement pro-patronal. Ce que les patrons veulent, c'est que les salarié-e-s communient dans le culte de la sacro-sainte entreprise. En d'autres termes : « ta boîte, tu l'aimes ou tu la quittes ».

Pourtant les conditions de travail vont en se dégradant, avec la participation active des hiérarchies. Bien au contraire nous leur devons l'irrespect. Exprimons-le dans le cadre d'un tout autre « réseau social » : celui du militantisme et de l'action syndicale.

On s'y fait de vrais ami-e-s et on peut compter sur la solidarité de camarades !

Alternative libertaire, le 30 novembre 2010-12-04

Travailleurs contre bureaucrates

«Ni patrie ni frontières» vient de publier un recueil de 460 pages sur le thème ***«Travailleurs contre bureaucrates»***. Voilà qui tombe bien, même s'il aurait mieux valu que ceux qui se sont impliqués dans le mouvement social de cet automne puissent en découvrir le contenu il y a quelques mois. Notez qu'ils auraient pu le faire depuis longtemps, puisque cet ouvrage est une compilation de textes écrits de 1876 à nos jours. Offrez-leur ce livre pour les fêtes, on ne sait jamais : si le mouvement repart ils en tiendront peut-être compte...

Il y en a d'autres qui gagneraient beaucoup à (re) lire les textes publiés dans ce numéro 30-31-32 (octobre 2010) de ***«Ni patrie ni frontières»***. Ce sont ceux qui rédigent des analyses sur ce qui s'est passé ces dernières semaines; à les lire et à (re)lire ensuite les textes parus il y a 10, 20, 50 ans ou plus, on a l'impression un peu désespérante que les leçons de l'Histoire ne sont que rarement et très partiellement tirées...

Si vous offrez cet ouvrage, n'oubliez pas, aussi, de **vous** l'offrir ! Il contient, vraiment, beaucoup de textes intéressants que vous ne pourrez pas vous empêcher de confronter avec ce que nous avons vécu ces dernières semaines; et là, ça devient passionnant. On publie ci-dessous deux extraits de documents, l'un datant de plus d'un demi siècle, l'autre, plus récent, mais relatant la grève de 1947.

Pour se procurer ce numéro 30-31-32 de ***«Ni patrie ni frontières»***, écrire à Yves Coleman 10 rue Jean-Dolent 75014 PARIS ou bien, par internet, à yvescoleman@wanadoo.fr. Il coûte 12 euros. L'abonnement coûte 28 euros pour 3 numéros (simples, doubles ou triple). Chèque à l'ordre de Yves Coleman.

La plupart des textes publiés sont disponibles sur le site mondialisme.org

Dans un texte intitulé *Limites de l'anarchosyndicalisme et des syndicats actuels,* ***«Ni Patrie ni frontières»*** cite des extraits de ce qu'écrivait Daniel Mothé dans *«Socialisme ou barbarie»* n° 14 en avril-mai 1954, il y a donc plus d'un demi-siècle :

«(Durant la période 1946 – 1947) les dirigeants syndicaux n'étaient-ils pas à la fois députés, ministres, chefs des entreprises nationalisées, membres du Conseil du plan, des commissions de ravitaillement et, à des échelons inférieurs, membres des comités d'entreprise, des comités mixtes à la production,des mille et une commissions para-étatique qui ont proliféré ?

D'organe de défense des intérêts ouvriers, le syndicat est devenu à la fois un instrument de la bureaucratie syndicale et de l'Etat. Cette transformation n'est ni provisoire ni réversible. Elle correspond à l'évolution du capitalisme vers la concentration politique et économique totale. Par sa structure même – appareils de responsables et d'employés en haut, couche de « cotisants » en bas, cloisonnement professionnel – le syndicat ne peut échapper à la main-mise de la bureaucratie et au travers d'elle, à celle de l'Etat (...).

Pour les ouvriers, le choix n'est pas aujourd'hui entre l'organisation dans les syndicats ou pas d'organisation du tout, mais entre poursuivre leur lutte embrigadée par un appareil bureaucratique qui la détourne de ses objectifs ou bien la mener au-dehors et contre cet appareil, condition première de son développement (…).

Le vrai dilemme est : ou continuer de faire le jeu de la bureaucratie syndicale en prêchant la réforme des centrales et leur unification, ou soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante. »

Les grèves de 1947 en France

(extraits d'un texte paru dans le mensuel *«Courant Alternatif»*, en octobre 2007)

L'année 1947 fut une année décisive dans la formation du consensus capitaliste, dans le contexte de la sortie de guerre, de nouvelles notions ont remplacé les vieilles lois du libéralisme social du XIXe siècle. (…). Mais cette transition ne s'est pas effectuée sans heurts : le pays est en proie à des grèves que le président du Conseil d'alors (Vincent Auriol) jugeait « insurrectionnelles ». Et ce sont le Parti Communiste et la CGT qui vont sauver la mise au gouvernement (…).

Dès 1944, Benoît Frachon lance «la grande bataille de la production». L'heure est au consensus productiviste : la grève disparaît de l'ordre du jour de la CGT (…).

En janvier et février 1947 le gouvernement Blum décrète une baisse autoritaire des prix de 5%. C'est une lueur d'espoir : l'hiver est terrible, depuis décembre des usines ont fermé, faute de matières premières (...). Une grève chez Renault est déclenchée le 25 avril par des militants trotskystes, il y a aussi dans le comité de grève des militants du PCI, des anars et des bordiguistes. L'affaire, bien menée, est très fortement suivie par la base et oblige la CGT, après avoir violemment dénoncé le mouvement, à en prendre la direction, le travail reprendra trois semaines plus tard avec de substantielles augmentations. (…)

Petit à petit les grèves font tache d'huile, parties du secteur public elles vont gagner la métallurgie, les banques, les grands magasins et les transports. La vague de mai-juin est à peine désamorcée par des accords passées entre la CGT et le CNPF, qui prévoient une augmentation de 11%, qu'elles repartent en septembre chez les fonctionnaires qui exigent les mêmes avantages. Les actions naissent le plus souvent à la base, la CGT s'empressant d'encadrer quand elle le peut. (...).

En novembre-décembre les grèves ont pris l'allure d'affrontements politiques. A Marseille, du 10 au 12 novembre, une grève généralisée dégénère en émeute (…). Le 15 novembre, la grève éclate dans les Houillères du Nord (…). Le 28 novembre, 20 fédérations CGT en lutte forment un « Comité central de grève » distinct de la confédération. La grève générale insurrectionnelle serait elle à l'ordre du jour ? (…).

Le gouvernement mobilise toutes les forces de l'ordre, rappelle les réservistes et fait voter des mesures de « défense républicaines » pour restreindre les droits des grévistes. On le voit, Sarkozy n'a rien inventé. Mais l'échec du mouvement tient plus aux dissensions entre les grévistes. Des délégations de syndicats autonomes, des groupes FO de la CGT demandent l'arrêt de l'action et proposent des votes à bulletins secrets pour ou contre la poursuite de la grève. La direction communiste, sentant le vent tourner et refusant la confrontation ultime, ordonne le 10 décembre l'arrêt des grèves et la reprise générale du travail. La IVe République est sauvée. La classe ouvrière peut retourner à la production. (...)

Bien peu tireront des enseignements de cette crise de 1947, pourtant c'est à partir de ces nouvelles données sociales, le syndicat comme outil de gestion, le parti comme instrument de canalisation des contradictions de classes qu'il faut recommencer la critique radicale du capitalisme (...)

Octobre 2007, Courant Alternatif

Un lecteur, Alain-Claude Galtié (dont vous trouverez ci-dessous les références du site), nous a transmis une analyse du documentaire de Charles Ferguson sur l'escroquerie mondialisée. Un documentaire excellent, souligne A.C. Galtié, qui regrette cependant que la profonde blessure infligée à la biosphère et la dérive culturelle qui l'a générée n'y soient pas évoquées.

Inside Job

C'est un documentaire serré, méthodique, irrésistible sur la genèse et les développements du dernier krach financier. Cela n'est pas facile, il faut s'accrocher, mais c'est ≤passionnant. C'est aussi l'occasion d'admirer la plus belle brochette de têtes de noeuds vue depuis longtemps. Au moins, ces gens ressemblent à ce qu'ils sont. Qui ? Les banquiers, les traders, les analystes, les gestionnaires, les journalistes "*économiques*", les professeurs d'université au service du profit, les politiciens idem, etc. Tous plongés dans l'argent volé à ne plus que savoir en faire, corrompus et corrupteurs, débauchés prétentieux confis dans la cupidité, le pouvoir et le stupre. Riches et puissants, et tellement minables qu'on les dirigerait plutôt vers l'hôpital que vers la prison.

Une séquence croustillante : après avoir entendu un banquier lourdement enrichi au prix d'innombrables ruines jurer qu'il ne recommencera plus et appeler à lui faire confiance, un parlementaire d'une commission d'enquête lui demande si il accorderait sa confiance aux braqueurs de banques, aux butins modestes en regard du sien.

On retrouve la machine de guerre du capitalisme étasunien lancée avec la guerre froide, et le dogme néo-libéral porté aux nues. Stade suprême de la culture du profit contre les hommes et toute la biosphère, la **dérégulation** a été religieusement appliquée par Wall Street et la Maison Blanche, main dans la main. Républicains de Ronald Reagan (ancien propagandiste de la Croisade pour la Liberté, une opération de la jeune CIA) comme démocrates de Clinton, tous ont fait place nette aux pires spéculations et porté les discours économiques les plus toxiques – comme les produits financiers depuis cette époque. Conservateurs et travaillistes anglais, droitistes et socialistes français ont suivi comme un seul homme. Des dizaines de millions d'hommes ont perdu leur travail, leur retraite, leur maison, leur vie. Maintenant, ce sont des Etats qui, après avoir pris joyeuse part au délire, sont menacés de faillite et croient se sauver en pillant encore plus le bien commun et les pauvres pour augmenter le butin des spéculateurs. Mais, avant l'éclatement des bulles de la sottise financière, ce que ne dit pas le film, c'est combien de communaux, combien d'écosystèmes ont été ravagés avec d'autant plus d'entrain que la finance spéculative grossissait et alimentait les chantiers et les productions les plus débiles ? Ce que ne dit pas le film, c'est à quel point la biosphère a été blessée.

Que sont devenues les oppositions au capitalisme ? Qu'est-il arrivé au mouvement planétaire qui dénonçait la dérégulation et proposait de tout re-réguler : le **mouvement alternatif** ?

Il n'y a pas eu de poursuites contre les promoteurs du casse planétaire. Seuls quelques maladroits sont tombés pour les autres. Les penseurs de la dérégulation et ses metteurs en scène caracolent toujours au top. L'équipe d'Obama est persillée de coupables de la période précédente.

Il faudrait compléter l'étude de Charles Ferguson par une investigation équivalente sur la genèse du **néo-libéralisme** et de la **dérégulation**. Ferguson attribue prioritairement le délire à la cupidité. Il y a autre chose qui, sous un vernis culturel, est de l'ordre de l'abrutissement et du fanatisme.

Le **néo-libéralisme** et la règle de la **dérégulation** résultent de la culture amputée de l'intelligence sensible qui relie aux autres et à l'ensemble vivant, la biosphère. Il s'agit de cette idéologie **mécaniste** purement quantitative et méprisante vis à vis de "la Nature" (l'animal-machine de Descartes, etc.). Un certain développement de ce "*mécanisme*" est allé jusqu'à nier les relations d'interdépendance et de complémentarité du vivant, ses dynamiques holistiques productrices de plus de diversité, d'intelligence, de sensibilité, etc. Il a pour nom revendiqué avec fierté : la "**culture anti-nature**". Celle-ci prétend que l'*Homme* ne se réalise qu'en luttant contre la vie, qu'en s'affranchissant des régulations du vivant. Avec la cupidité, elle est la mère du néo-libéralisme et de sa politique de dérégulation. Déstructurer, défaire les interrelations sociales et écologiques, faire perdre jusqu'à leur mémoire, pour affaiblir les résistances et imposer le pillage impérialiste. La plupart des anti-écologistes sont infectés par la culture anti-nature. En France, nous avons une superbe collection d'*anti-nature* qui, depuis une trentaine d'années, après avoir organisé le sabotage du mouvement alternatif et sa relégation dans l'oubli, appartiennent aux différents pouvoirs néo-libéraux de droite et de gauche.

Trois décennies de dérégulation des esprits ont fait perdre le sens commun à la plupart, si bien que la confusion profite toujours aux escrocs. Il n'y aura pas de solution aux différentes "*crises*" financières et écologiques sans identification de la dérive culturelle qui les a générées.

Alain-Claude Galtié, novembre 2010

Le site d'Alain-Claude Galtié : http://naufrageplanetaire.blogspot.com

Appel des Amis de la Commune de Tarnac

On se souvient tous de l'offensive policière et judiciaire qui a frappé des militant-e-s de la commune de Tarnac. Ils cherchent aujourd'hui à ouvrir une *«perspective plus joyeuse»* sur le plateau des Millevaches :

«Si nous nous sommes installés à Tarnac, c'est bien sûr pour la vieille tradition de résistance à l'autorité centrale, d'entraide populaire, de communisme rural qui y survivait. Notre idée n'a jamais été de nous y réfugier, mais au contraire de nous y regrouper pour y élaborer d'autres rapports sociaux, y rendre vivables d'autres rapports au monde que ceux qui dominent et dévastent le monde. (…)

Non seulement [L'offensive policière] *n'a pas rencontré le succès escompté, mais elle a eu l'effet exactement inverse. La solidarité qui s'est exprimée a dépassé tout espoir raisonnable. Ce plateau qu'il s'agissait de nettoyer de toute dissidence finit par l'attirer, comme magnétiquement.*

Le bar-épicerie est toujours là. La ferme du Goutailloux voit paisiblement croître son troupeau et ses cultures communes. Une assemblée populaire a même vu le jour pour appuyer le dernier mouvement contre la réforme des retraites.

A présent, nous nous lançons dans l'installation d'une scierie et d'un atelier bois afin de construire des habitats à bas coût pour qui vient repeupler le plateau.

Nous voulons entreprendre de transformer le bâtiment principal du Goutailloux en grand lieu ouvert à l'organisation de toutes sortes de rencontres. Et dans le courant 2012, nous comptons faire l'acquisition d'un bâtiment dans le centre du bourg pour le transformer en maison de soin accessible à tous. Or, si nous disposons de stocks d'énergie et de bonne volonté, il nous manque 35 000 € pour achever la scierie et l'atelier bois et 55 000 € pour la réfection du bâtiment principal de la ferme. Si nous voulons continuer à aller de l'avant, nous devons donc réunir d'ici fin janvier 90 000 €. C'est pourquoi nous avons créé une structure qui permet à tous ceux qui souhaitent soutenir notre démarche de donner de l'argent et de déduire les deux tiers de leur don de leurs impôts.»

Cette structure s'appelle ***«Les Amis de la Commune de Tarnac»***. Il s'agit d'un fonds de dotation. (Pour un particulier, un don donne droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à **66 %** du montant du don). On peut donner par virement bancaire ou par chèque.

S'adresser à : **Les Amis de la Commune de Tarnac - Magasin général - 12, rue du Tilleul 19170 TARNAC**, ou par courriel à act@boum.org . Pour bénéficier d'une réduction d'impôt il faut remplir une bulletin de don, disponible par internet ou en écrivant à Tarnac.

Rencontres et lectures à contre courant

Willi Münzenberg artiste en révolution (1889-1940)

Willi Münzenberg est pacifiste durant la 1ère guerre mondiale. Il rejoint les spartakistes de Rosa Luxembourg, puis, en 1922, Lénine lui confie la propagande de l'Internationale communiste. Il deviendra dans «l'âge d'or» de la république de Weimar le «milliardaire rouge», honni de l'extrême droite allemande. En 1933, il s'exile à Paris et rejoint ceux qui écrivent contre la terreur antisémite et le nihilisme national-socialiste. Göring le qualifiera de «premier ennemi du Reich !». Ecoeuré par le pacte germano-soviétique, il s'opposera à Moscou. Il écrit : *«Staline ! Le traitre c'est toi !»*. Interné par le gouvernement français parmi des milliers d'exilés antifascistes, il est assassiné par des agents staliniens en juin 1940. Il paie de sa vie l'audace de s'être opposé aux deux totalitarismes de son siècle.

«Willi Münzenberg artiste en révolution (1889-1940)» d'Alain Dugrand et Frédéric Laurent est paru aux édition Fayard. 600 pages. 26 euros.

Le travail bénévole

14 millions de bénévoles en France... Bénévolat et le volontariat se développent et se diversifient. Ne faut-il pas aussi, et peut-être avant tout, voir là du travail ? Le volontariat : engagement citoyen pour tous ou sous-emploi pour certains ? Cet ouvrage analyse le travail bénévole et ses enjeux sociaux et politiques en s'appuyant sur plusieurs enquêtes de terrain sur le bénévolat et le volontariat en France et aux Etats-Unis. Il met en lumière le rapport ambivalent que le travail bénévole entretient avec le travail salarié. Cet ouvrage interroge les contradictions de l'engagement bénévole et sa capacité à produire de la précarité. Il s'adresse à tous ceux qui font vivre et analysent le monde associatif, mais aussi à ceux qui souhaitent réfléchir aux transformations du travail aujourd'hui.

«Le travail bénévole : Engagement citoyen ou travail gratuit ?» de Maud Simonet est paru aux Editions La Dispute. 220 pages. 20 euros.

Les avancées révolutionnaires en Amérique latine

Aujourd'hui, l'Amérique latine tout entière est en mouvement. Ses peuples sont debout et marchent avec l'histoire. Dans un contexte mondial encore marqué par une fragilité relative des forces de gauche, les organisations de classe et les mouvements de masse latino-américains ont su trouver ces dernières années les moyens de passer de la défensive à l'offensive. Les revendications se radicalisent, poussant les critiques antimilitaristes et anti-néolibérales jusqu'à des luttes clairement anti-impérialistes et anticapitalistes. L'appel au lancement de processus de transition socialiste, dans les conditions difficiles de ce début de XXIème siècle, reçoit un écho favorable de plus en plus large. Ce sont ces mobilisations populaires, fort diverses, mais qui, partout, s'intensifient, que ce livre aide à comprendre.

«Les avancées révolutionnaires en Amérique latine» de Remy Herrera est paru aux Editions Parangon. 167 p. 13 euros.

Le diable au corps

Un petit ouvrage collectif en forme d'interrogation : «Certes, la domination ne s'effondrera pas toute seule (…). Mais ce qui fait toujours plus défaut dans la guerre sociale, c'est la capacité à redonner du sens à une liberté pour tous basée sur l'individu, au-delà du simple accompagnement plus ou moins critique des formes toujours plus ambiguës qu'emprunte l'antagonisme social. Cette petite sélection de textes souhaite y contribuer à sa mesure, sans rien promettre ni proposer d'autre que de tout interroger, afin que nos mouvements désordonnés aillent enfin "toucher toutes les profondeurs".

Nous pensons toujours que l'arme de la critique peut inspirer de joyeux révoltés, et que les idées peuvent nourrir des pratiques, et vice-versa, en un mélange explosif».

«Le diable au corps» est paru chez Mutines Séditions. 102 p. 6 euros.

Les travailleurs de la culture en lutte

À partir d'une étude empirique, basée sur des entretiens avec des militants de SUD Culture Solidaires et des observations au sein de cette organisation syndicale, cet ouvrage propose un panorama des évolutions et des problèmes qui se posent actuellement dans le secteur de la culture en France : éditions, médias d'information, exploitation cinématographique, conservation du patrimoine, spectacle vivant. Il présente des luttes et des actions menées par des syndicalistes par rapport au problème de la précarité ou contre la Révision générale des politiques publiques (RGPP). L'ouvrage propose en outre une réflexion sur la place du syndicalisme face au capitalisme et à l'État.

«Les travailleurs de la culture en lutte» d'Irène Pereira est paru récemment aux Editions d'ores et déjà. 8 euros. L'auteure est docteure en sociologie et milite au syndicat SUD Culture Solidaires. Elle est en outre co-fondatrice de l'Institut de Recherche, d'Étude et de formation sur le syndicalisme et les Mouvements sociaux (IRESMO) et auteure de plusieurs ouvrages d'études politiques dont: *«Anarchistes»* (La Ville Brûle, 2009), *« Peut-on être radical et pragmatique ?»* (Textuel, 2010), *«Les grammaires de la contestation»* (La Découverte, 2010).

Ecole : silence, on privatise...

C'est le titre du dossier paru dans le n° 53 de ***«Prochoix»***. Une lecture indispensable pour qui s'intéresse à l'école et à son devenir, comme l'atteste le sommaire de cette revue parue en octobre dernier : - Communautarismes et marchés scolaires (Eddy Khaldi) - Le hors-contrat se déploie et s'organise (Jérémie Demay) - Les écoles catholiques intégristes en France - Pourquoi l'Etat en veut-il tellement à son service public d'éducation (Christiane Allain) - Un collège de l'Opus Dei sous contrat - La Loi Debré, cet 'acte de combat' antirépublicain (Louis Astre) - Ecole laïque en danger, démocratie en danger (Guy Georges) - Sur l'accord République Française - Saint Siège (Jean Riedinger) - Coups d'épingles dans la laïcité (Monique Cabotte-Carillon) - Maine et Loire : la guerre scolaire au quotidien (Christophe Guillet).

«Prochoix» **est diffusé dans les librairies. Pour s'abonner un an :** chèque de 52 euros à l'ordre de ProChoix (ProChoix, 177 av Ledru-Rollin 75011 Paris). Au numéro : 14 euros (+ 2,40 euros de port).

Cohn-Bendit, l'imposture

"Dany le Rouge" a toujours été plus libéral que libertaire. Il est le meilleur avocat du capitalisme vert, l'homme dont le système a besoin pour imposer ses fausses solutions à la crise. Entré chez les Verts par opportunisme, sa course politique le rapproche peu à peu de la droite décomplexée. Chantre de la mondialisation, enfant chéri des médias, il allie superficialité et supercherie au bénéfice de son hypernarcissisme. Voici une biographie qui laisse de côté les affres de l'homme pour s'attaquer avec précision à la "pensée DCB" et aux contradictions politiques de ce "fou du roi". L'enjeu, c'est une écologie qui ne soit pas qu'un programme de relance capitaliste.

«Cohn-Bendit, l'imposture» de Paul Ariès et Florence Leray est paru aux Editions Max Milo. 17 euros. ISBN 9782353410866

Nouvelle donne Sarkozy-Fillon

2007 - 2010...

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP
n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage | **Mulhouse-CTC**

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 21/12/2010

Dessins de Florence Debray
(FLOH)
Caricaturiste
Tegeler Weg 104
D - 10589 BERLIN - Allemagne
courriel : info@flohdebray
site : www.flohdebray.de

Depuis Novembre 2010...

Sommaire

Page 1 ..... Edito
Page 2 et 3 ..... L'autre Davos 2011
Page 4 à 6 ..... Retour sur le mouvement d'octobre
Page 7 à 9 ..... Qui veut l'affrontement de classe ?
Page 10 à 12 ..... La répression comme mode de gouvernance, avec, page 11 :
Page 11 ... Les dix stratégies de manipulation de masses
Page 12 ..... Réseau antisocial (Edito AL)
Page 13 ..... Travailleurs contre bureaucrates
Page 14 ..... Inside job
Page 14 ... Appel des Amis de la Communne de Tarnac
Page 15 ..... Rencontres et Lectures
Page 16 ..... Nouvelle donne Sarkozy - Fillon

COMITE DE REALISATION
A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)
ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :
JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE